

L'Unitaire

« Chaque lecture est un acte de résistance. Une lecture bien menée sauve de tout, y compris de soi-même. » Daniel PENNAC

4 chantiers : le 1er sur le dialogue social

Vous avez très certainement (ou pas) entendu parler des 4 chantiers RH censés « moderniser » (selon ses auteurs) la Fonction Publique. Pour faire simple, le premier coup de pioche des « 4 chantiers RH » a été donné en début d'année par Olivier Dussopt, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics. Mais contrairement à ce que l'on entend habituellement, il ne s'agit pas d'un projet de co-construction avec les représentant.e.s du personnel mais bien d'un chantier de destruction massive du statut de la Fonction Publique.

Parmi ces 4 chantiers figure le premier et non des moindres : « Comment définir un nouveau modèle de dialogue social avec un meilleur fonctionnement des instances représentatives et une dynamisation du dialogue social aux niveaux pertinents ? »

Actuellement, il existe une CAP par grade au niveau du SCL et de la DGCCRF, chargée d'examiner notamment les demandes de mutations et de promotions. Ce sont des instances où des discussions se déroulent entre l'administration et les représentants du personnel, jusque-là tout va bien.

Demain, en vue « d'améliorer le dialogue social », le gouvernement propose tout simplement de ne conserver qu'une CAP au niveau ministériel qui serait chargée de n'examiner que les recours. Les mutations et les promotions seraient décidées par l'administration, toute seule dans son coin, sans qu'à aucun moment les élu.e.s des personnels ne puissent donner leur avis.

On se demande où est le dialogue social, le but inavoué étant que la décision de promotion ou de mutation soit faite au plus près de la hiérarchie locale qui aura donc tout pouvoir pour décider de muter ou de promouvoir telle personne plutôt qu'une autre.

De même, parmi les propositions faites dans ce chantier « d'amélioration du dialogue social », il est notamment question d'aligner pour le public ce qui a été fait dans le privé dans le cadre de la loi travail, c'est-à-dire de supprimer les CHSCT qui prennent trop de temps, qui sollicitent des personnes différentes du CT ...

Ce n'est pas comme si les CHSCT n'avaient aucune utilité !!! Est-ce pour cela, justement, qu'il faut les supprimer !!!

Tout ce qui gêne ou dérange le pouvoir administratif et politique doit être supprimé, tout ce qui va dans le sens de l'agent.e doit être annihilé, et après on ose nous dire que c'est pour l'amélioration du « dialogue social » que toutes ces réformes sont engagées, on croit rêver ou plutôt cauchemarder!

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



On nous aurait menti ???

Alors que la Directrice Générale fait le tour de France afin d'apporter la bonne parole et apaiser les agent.e.s sur un éventuel démantèlement de la DGCCRF et que le Ministre est aux abonnés absents, on apprend de manière tout à fait insidieuse que pendant ce temps-là elle distille ici et là, auprès d'interlocuteurs(trices) extérieurs à la DGCCRF, quelques informations sur l'avenir de notre administration.

A ces dernier.e.s, elle parle de recentrage sur les dossiers importants, et abandon de certains « petits » contrôles ou « petites » fraudes à des officines privées à l'instar de ce qui a été mis en place à Paris pour les PV de stationnement.

Quand on voit toutes les déviances engendrées par cette externalisation, il y a de quoi s'inquiéter !!!

L'Etat aurait-il l'intention d'abandonner au privé tout un pan de nos activités s'exerçant au plus près du territoire et au profit du consommateur.trice local ou de la population en situation de précarité pour se recentrer sur les contrôles de grosses sociétés ?

Aux agent.e.s rencontré.e.s elle évoque plutôt, abandon de quelques missions et réorganisation territoriale au plus près de l'activité économique, à aucun moment il n'a été question d'abandonner la protection du(de la) consommateur.trice aux sirènes du marché.

Alors qui doit-on croire, la Directrice Générale ou nos interlocuteurs.trices, nous sommes en droit de nous interroger ?

A Marseille, on y perd son latin... et les agent.e.s de la DGCCRF aussi

Alors que vient de débuter l'OIV, les agent.e.s apprennent que le Maire de Marseille s'est ému auprès du Président de la République du fait que les poissonniers du port de Marseille venaient de se voir notifier un procès-verbal car le nom du poisson vendu sur les étals ne comportaient pas le nom scientifique en latin, voire même parce que le prix au kilo n'y figurait pas non plus.

EM prenant faits et causes pour les commerçants a promis à l'édile que les noms latins ne seraient plus obligatoires !

A quoi cela sert-il qu'une réglementation européenne existe si elle doit s'appliquer différemment en fonction de l'endroit où l'on se trouve en France ou en Europe ?

Les commerçant.e.s de Marseille seraient-ils exemptés de toute réglementation ?

Cette situation est assez ubuesque et ne va pas faciliter le travail de celles et ceux qui vont se trouver dans une situation très inconfortable lorsqu'ils constateront que les noms scientifiques des poissons ne sont pas indiqués et les prix non affichés.

Ces ordres et contre-ordres et surtout l'absence de soutien au plus sommet de l'Etat sont ce qu'on appelle dans le jargon des risques psycho-sociaux des « injonctions contradictoires » et ne vont pas améliorer la situation des agent.e.s. Mais cela n'est sans doute pas grave !!!

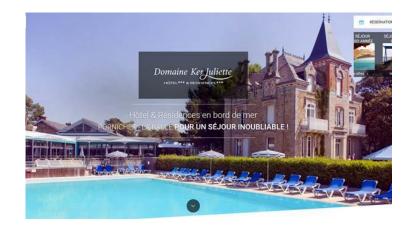


Une autre façon de vivre l'OIV

Marre des difficultés du quotidien, des baisses d'effectifs et des plans de charge de TN à rallonge ? Chagriné-e par la lente agonie du service public avant sa privatisation ?

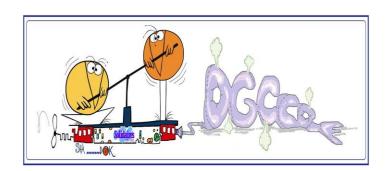
Alors toi aussi, deviens cadre à la Direccte Pays de la Loire, et part en formation pendant 2 jours!

Tu pourras y apprendre un vrai métier, dans un parc boisé de 4 hectares, à 100 mètres de la plage. 60 chambres avec balcon ouvert sur le parc te permettront d'y passer de studieuses journées avec l'ensemble de la communauté managériale. Tu pourras aussi enrichir ton environnement professionnel dans le restaurant surplombant la piscine chauffée, le sauna, le court de tennis ou le terrain de pétangue.



Bref, l'idéal pour apprendre la cohésion et le sens du collectif!

Et pendant ce temps-là, les agent.e.s de la DGCCRF continuent de tout faire pour sauver leur administration :



SOLIDAIRES CCRF & SCL vous souhaite de bonnes vacances d'été

Une idée d'article ?

lunitaireccrfetscl@gmail.com